

Un congrès à Rio @ 17 December 2008 01:46 PM

Du 25 au 28.11.2008, le 3e Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants a eu lieu à Rio-de-Janeiro, organisé par le Gouvernement brésilien, Unicef, Innocenti, Ecpat... dans le contexte de la lutte menée par les Etats et la société civile contre cette affligeante réalité : les enfants sont victimes de l'exploitation sexuelle de la part des adultes.

Rio a été le 3e congrès, après Stockholm (1996) et Yokohama (2001). Ce n'est qu'à la fin du XXe siècle, que la communauté internationale a pris conscience de la situation très préoccupante de l'exploitation des enfants à des fins sexuelles, soit dans le cadre proche de la famille, ou des familiers ; soit dans le cadre du trafic des enfants (et de jeunes femmes) ; soit dans le cadre de la prostitution infantile. L'arrivée des nouvelles technologies a encore noirci le tableau, avec l'exploitation des enfants à travers le net, sous les formes de la pornographie utilisant des enfants, ou de la pédophilie masquée derrière des adresses, des sites et des serveurs de complaisance. A Stockholm, on a soulevé le couvercle de la marmite ; on a vu ce qui bouillonnait à l'intérieur ; ça ne sentait pas très bon !

Yokohama a été le point de départ d'un effort législatif intense, au plan international et au plan national. Plusieurs instruments internationaux sont nés dans la foulée : le Protocole dit de Palerme sur l'élimination de la traite des femmes et des enfants, la Convention du Conseil de l'Europe contre la Cybercriminalité et le Protocole facultatif à la Convention des droits de l'enfant sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. En octobre 2007, le Conseil de l'Europe a ouvert à ratification la Convention pour la protection des enfants et des adolescents contre les abus sexuels ; cette Convention devrait entrer en vigueur au début 2009. Et les pays, sous la pression de ces textes, doivent légiférer... Donc, Yokohama a été le temps de la norme légale, il a produit de très nombreux textes. Du papier ?

Et Rio ? 137 gouvernements présents à ce congrès, ce qui montre l'implication des gouvernements ; mais aussi des centaines d'ONGs, des professionnels et des enfants. Pour la première fois aussi, des entreprises du secteur privé ! Tous ont adopté **une déclaration et un plan d'action** pour prévenir l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents et y mettre fin. De notre point de vue, le Plan d'action de Rio va plus loin que les documents précédents (Déclaration et Agenda de Stockholm 96; Yokohama global Commitment 01), car il met l'accent sur de nouvelles stratégies à suivre pour lutter contre de nouvelles formes d'exploitation sexuelle, comme la pornographie sur Internet, la traite d'enfants, l'augmentation de la migration. Le fait que le secteur privé et les organisations internationales aient pris à Rio la responsabilité d'orienter les ressources de manière à permettre aux pays pauvres de mettre au point des plans d'action pour respecter les engagements du plan de Rio est le résultat très important de cette réunion.

La prévention a également été au centre des débats : la prévention, clé de voûte de tout le système ? Probablement. Pour autant que les attitudes changent : l'exploitation sexuelle des enfants est expliquée parfois comme pratique traditionnelle ; certains « experts » invoquent la diversité culturelle, les traditions de travail des enfants, les pratiques coutumières d'initiation sexuelle des adolescents, la nécessité de survivre, etc. Mais explication n'est pas justification : aucune société n'a pour tradition culturelle d'acheter des enfants à de familles de paysans pauvres pour les enfermer dans des hôtels pour touristes...

Rio a pris des engagements : maintenant, il nous incombe à tous de veiller à ce nous les respections afin d'éradiquer ces pratiques hautement préjudiciables à la santé des enfants et qui empêchent, évidemment, le respect et la jouissance de leurs droits. **Rio : le temps de l'action !**

Jean Zermatten